

---

## Oran au XVIII<sup>e</sup> siècle : du désarroi à la clairvoyance politique de l'Espagne

Ismet TERKI-HASSAÏNE\*

---

D'après l'historien espagnol M. Conrotte, une des villes qui était sous domination espagnole, et qui a causé le plus de soucis et de préoccupations à la cour d'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle, était celle d'Oran<sup>1</sup>. Effectivement, cette nouvelle situation avait pour cause immédiate l'instauration d'un climat d'insécurité permanent, créé par le beylik de l'Ouest tout autour d'Oran et Mers-el-Kébir. Cette nouvelle forme de résistance populaire était beaucoup plus importante par rapport à la période antérieure et même par rapport à ses autres possessions espagnoles au Maghreb, puisqu'elle a permis aux Algériens de récolter ses fruits, à long terme. Pourtant, cet état de fait, ainsi que les négociations relatives à leur restitution, qui ont eu lieu entre les deux pays entre 1785 et 1791, passent presque inaperçus dans la plupart des écrits espagnols et même français de la période coloniale. Par contre, l'idée de l'échec de « l'occupation restreinte » et les raisons de l'abandon de ces deux places, suite au tremblement de terre d'Oran d'octobre 1790, émergent le plus dans ces écrits.

Précisément, ma modeste contribution dans ce numéro, en tant qu'hispanisant, a pour objectif de reconsidérer – sur la base de documents officiels espagnols conservés dans la Section d'État de l'Archivo Historico Nacional de Madrid<sup>2</sup> – quelques faits historiques et d'apporter un autre éclairage sur l'attitude adoptée par la nouvelle équipe politique

---

\* Hispanisant/Université d'Oran

<sup>1</sup>- Conrotte, M. : *Espana y los paisas musulmanes durante el Ministerio del conde de Floridblanca*.- Madrid, 1909.- p.209 (*Entre las innumerables ciudades que han estado sujetas al dominio de Espana, pocas habrán ocasionado tantos cuidados y desvelos a su gobierno como la plaza de Orán*).

<sup>2</sup>- Sur l'importance des sources espagnoles sur l'histoire d'Algérie, Cf. les actes « Séminaire International sur les sources espagnoles de l'Histoire algérienne » organisé par le C.D.S.H. d'Oran, du 20 au 22 avril 1981, et publiés par la revue *Archives Nationales*, n<sup>o</sup> spécial 10-11, Alger, 1984.

réformatrice des Bourbons, dynastie nouvellement installée en Espagne<sup>3</sup>, au sujet de la question d'Oran et de Mers-el-Kébir au XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur ses implications dans le futur des relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays, sans pour autant faire abstraction sur la période antérieure.

Mais avant d'aborder le sujet, il m'a semblé qu'il serait utile et même nécessaire de faire quelques petites observations sur la production historiographique relative à l'histoire de la présence espagnole à Oran et Mers-el-Kébir, mentionnée dans les deux essais bibliographiques de J. Cazenave et de N. Malki<sup>4</sup>, et de donner, par la même occasion, un bref aperçu rétrospectif sur la politique suivie par l'Espagne, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, sous le règne de la Maison d'Autriche.

### **Observations sur le contenu de la production historiographique<sup>5</sup>**

Si nous nous référons à la production historiographique espagnole, nous constatons que la question de ces deux places occupe une place très réduite dans cette production, où le XVI<sup>e</sup> siècle est privilégié par rapport aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Le seul ouvrage écrit à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle sur Oran et Mers-el-Kébir est celui de Diego Suarez. Il ne sera publié que plus tard, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Il sera, pour longtemps, la seule source de références pour les historiens espagnols et français. Cela dit que l'attention des historiens espagnols commença à se dévier progressivement de la présence espagnole en Algérie à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à partir du moment où la popularité de l'Espagne en Algérie allait décroissante, pour aller se concentrer sur l'Europe. Ce désintéressement se fait sentir après l'évacuation d'Oran et de Mers-el-

---

<sup>3</sup>- Après la mort de Charles II en 1700 (dernier roi de la dynastie des Habsburg, instaurée en Espagne depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle) le problème de la Succession à la couronne d'Espagne, s'est posée. La guerre de succession de 1702-1713 imposa à l'Espagne, à travers le Traité de Utrecht, la nouvelle dynastie des Bourbons, dans lequel Philippe V fut reconnu, roi d'Espagne. Cette dynastie règne jusqu'à l'heure actuelle.

<sup>4</sup>- Cazenave, J. : « Les sources de l'histoire d'Oran ».- B.S.G.O., 1933.- pp. 307-379.  
N. Malki, « Bibliographie critique sur l'histoire de l'Algérie (XVI<sup>e</sup> siècle à 1830) ».- Cahiers Maghrébins d'Histoire, Université d'Oran, 1989.- (Num. hors série), 203 p.

<sup>5</sup>- Sur l'historiographie espagnole, française, algérienne et autres relatives aux relations algéro-espagnoles de l'époque ottomane, Cf. Terki-Hassaine Ismet : « Historiographie et nécessité de recherche historique sur l'Algérie du XVI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle ».- Alger, Archives Nationales, n° 10-11, 1984.- pp.43-52.

<sup>6</sup>- Diego Suarez, *Historia del Maestre último de Montesa*. Manuscrit annoté par Guillen de Robles et édité par la Sociedad de Bibliófilos Espanoles, en 1889. Ce texte fut repris et annoté par N. Malki et publié sous le titre de : *Razzia, butin et esclavage dans l'Oranie au XVI<sup>e</sup> siècle, d'après le manuscrit de Diego Suarez*. Dar el Gharb, Oran, 2002.

Kébir en 1792, qui sera beaucoup plus accentué après 1830, pour s'orienter ensuite, presque complètement, vers le Maroc. Les seuls historiens espagnols qui ont consacré quelques chapitres sur ces deux places sont Ximenez de Sandoval, L. Galindo y de Vera, F. Zavala, M. Conrotte, F. Obanos Alcalà del Olmo, J.M. de Areilza, M. Castiella, T. Garcia Figueras, Guillermo Gustavino Gallent, R. Gutiérrez Cruz et E. Arques Fernández<sup>7</sup>. Les six ont une vision colonialiste de l'histoire au Maghreb, et les six, avec quelques nuances près, condamnent la « *politique restreinte* » adoptée par leurs gouvernants. Ils reprochent à leurs gouvernants du XVIII<sup>e</sup> siècle d'avoir sacrifié ces deux places, en fermant définitivement la porte à une « *logique expansion espagnole en Algérie* ». Actuellement, il existe une nouvelle génération d'universitaires espagnols qui a commencé à lever le voile sur cette période de notre histoire, où le regard a complètement changé. Leur analyse repose sur des critères scientifiques axés essentiellement sur des sources manuscrites conservées dans leurs fonds d'archives. On peut citer, par exemple, les travaux de J. B. Vilar et de M. de Epalza<sup>8</sup>, et ceux publiés récemment par Ramon Lourido<sup>9</sup>, de J.A. Sanchez Belén<sup>10</sup>, M. Angel de Bunes Ibarra<sup>11</sup>,

---

<sup>7</sup> - De Sandoval, Ximenez : Las inscripciones de Oràn y Mazalquivir.- Madrid, 1867.

Y de Vera, Leon Galindo : Vicisitudes y política tradicional de Espana respecto de sus posesiones en las Costas de Africa.- Madrid, Fundicion Manuel Tello, 1884.

Zavala, F. : La bandera espanola en Argelia.- Argel, Anales historicos de la dominacion espanola en Argelia (1500-1791), 1885.

Conrotte, M. : Op cit.- 1909.

Del Olmo, Frederico Obanos Alcalà : Oràn y Marzalquivir. Levantina de Arte Gráfica.- Cartagena, 1912.

De Areilza, Castiella, J.M.M. : Reivindicaciones de Espana.- Madrid, 1946.

Garcia Figueras, T. : Presencia de Espana en Berberia central y oriental (Tremecen, Argel, Tùnez y Tripoli).- Madrid, 1946.

Gustavino Gallent, Guillermo : « De la vida militar oranesa en 1631 ».- Hésperis Tamuda, I, 1960.- pp.85-110.

Ibid.- « Incidencias fronterizas en Oràn en el siglo XVII, Tamuda, I. 1958.- pp. 106-110.

Gutierrez Cruz, R. : Los presidios espanoles del norte de Africa en tiempo de los Reyes Catolicos.- Melilla, 1997.

Arques Fernández, Enrique : Las adelantadas de Espana.- Madrid, Las plazas espanolas del litoral africano del Mediterráneo, I.D.E.A., 1966./« Moros de paz », Revista de Tropas Coloniales, N°4, avril 1925, pp. 1-5./« Los mogataces », R.T.C., N° 5, mai 1925, pp.4-5.

<sup>8</sup> - De Epalza, M. et Korso, M. : Oran et l'ouest algérien au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après le rapport d'Aramburu.- Alger, B.N., 1978. de Epalza, M. : « Notes sur les forteresses hispaniques au Maghreb ».- Revue d'Histoire Maghrébine, N° 31-32, 1983.- pp.165-173/De Epalza, M. et Vilar, J.B. : Planos y mapas hispánicos de Argelia (siglos XVI-XVIII).- Madrid, Instituto de Coop. Hispano-Arabe, 1988. Vilar, J.B. : « La juderia de Oràn en el siglo XVII ».- Mg. (Caracas), n° 25, 1972.

<sup>9</sup> - Lourido, Ramon : Relaciones entre Espana y el Maghreb, siglos XVII y XVIII.- Madrid, Mafre, 1993. Ibid.- El cristianismo en el Norte de Africa.- Madrid, Mafre, 1993.

G. Sánchez Doncel<sup>12</sup>, et l'excellente thèse doctorale de Béatriz Alonso Acero, qui vient d'être publiée en Espagne<sup>13</sup>, en est une première démonstration.

Si nous nous référons à la production historiographique française, nous constatons qu'elle est plus ou moins exhaustive sur le plan militaire. Une partie importante de cette production a été élaborée durant l'époque coloniale, et publiée le plus souvent dans le BSGO et la Revue africaine. Parmi les historiens qui se sont spécialisés sur Oran et Mers-el-Kébir espagnols, on peut citer A. Berbrugger<sup>14</sup>, C. Kehl<sup>15</sup>, F. Braudel<sup>16</sup>, Gorguou<sup>17</sup>, R. Lespes<sup>18</sup>, H. Fey<sup>19</sup>, G. Didier<sup>20</sup>, Paul Ruff<sup>21</sup>, Robert Ricard<sup>22</sup>, M. Bodin<sup>23</sup> et surtout J. Cazenave<sup>24</sup>. L'ensemble de ces études

---

<sup>10</sup>- Sanchez Bélen, J.A. : La expulsion de los judíos de Orán en 1669.- Madrid, Espacio Tiempo y forma, 1992.

<sup>11</sup>- De Ibarra, Miguel Angel Bunes : La conquista del Norte de Africa y el descubrimiento de América : dos empresas paralelas en el siglo XVI.- Revista de Indias, XIV, n° 175, 1985.- pp.225-235/La vida en los presidios del norte de Africa.- Actas del coloquio Relaciones de la Península Ibérica con el Maghreb (siglos XIII-XVI).- Madrid, 1987.- pp.561-590.

<sup>12</sup>- Sánchez Doncel, G. : Presencia de España en Orán (1509-1792).- Toledo, Estudio Teológico de San Ildefonso, 1991.

<sup>13</sup>- Alonso Acero, Beatriz : Orán – Mazalquivir, 1589-1639 : Una sociedad española en la frontera de Berberia.- Madrid, C.S.I.C., 2000.

<sup>14</sup>- Berbrugger, A. : « Mers El Kébir et Oran de 1509 à 1608, d'après Diego Suarez Montanes ».- Revue Africaine, vol. 9, 1865.- pp. 251-267 ; 337-355 ; 410-429 ; vol. 10, 1866.- pp. 111-128 ; 197-207 ; vol. 11, 1867.- pp.72-81/« Mer El Kébir, Historique et description de la forteresse ».- R.A., vol. 84, 1940.- pp. 154-185/« Oran. Traduction de rapports officiels espagnols sur la prise de Mers-el-Kébir en 1505 ».- R.A., vol. 8, 1864.- pp.4-53/« Oran sous les Espagnols. Expéditions et razzias ».- R.A. vol. 13, 1869.- pp. 100-115.

<sup>15</sup>- Kehl, Camille : Oran et l'Oranie avant l'occupation espagnole.- Oran, L. Fouque, 1942.

<sup>16</sup>- Braudel, F. : Les espagnols et l'Afrique du Nord, de 1492 a 1577.- R.A., vol. 69, pp. 184-233, 351-410.

<sup>17</sup>- Gorguou : Notice sur le bey d'Oran Mohammed el Kébir.- R.A., t. I, 1856.- pp. 403-454 ; t. II, 1857.- pp. 28 et 223 ; t. III, 1858.- pp. 51, 185 et 286 ; t. IV, 1859.- pp. 347-357.

<sup>18</sup>- Lespes, René : Oran, ville et port, avant l'occupation française (1831).- R.A., vol. 75, 1934.- pp. 277-335.

<sup>19</sup>- Fey, H. Léon : Histoire d'Oran.- Oran, Ed. A. Perrier, 1858.

<sup>20</sup>- Didier, L. : Histoire d'Oran de 1550 à 1600.- Oran, 1929.

<sup>21</sup>- Ruff, Paul : La domination espagnole à Oran sous le gouvernement du Comte d'Alcaudete (1534-1558).- Paris, 1900.

<sup>22</sup>- Ricard, Robert : Le problème de l'occupation restreinte dans l'Afrique du Nord (XV-XVIIIe siècles).- Annales Economies, Sociétés, Civilisations, N° 8, 1936.- pp.426-437./« Les établissements européens en Afrique du Nord du XV au XVIIIe siècle et la politique d'occupation restreinte ».- R.A., vol. 79, 1936.- pp.687-688./« Textes espagnols sur la Berbérie XV, XVI et XVIIe siècles ».- R.A., vol. 88, 1945.- pp.26-40.

tente de justifier l'occupation espagnole en Algérie, en mettant en exergue l'échec de l'occupation restreinte.

Enfin, pour ce qui est du côté algérien, on ne peut parler d'une production historiographique proprement algérienne, relative à la présence espagnole à Oran, puisqu'elle n'existe pas. Aucun historien algérien ne s'est spécialisé dans ce domaine. Les travaux de M. Belhamissi<sup>25</sup> et de N. Malki<sup>26</sup> ont plus ou moins comblé ce vide, mais c'est très insuffisant.

### **Situation d'Oran et de Mers-el-Kébir avant 1700**

Il y a lieu de rappeler qu'avant l'occupation espagnole, Oran a existé comme une ville, et cela depuis le X<sup>e</sup> siècle. Le plus ancien témoignage nous a été transmis par l'historien arabe Abou Obeid el-Bekri<sup>27</sup>. Évidemment, tout le long de l'époque arabe, Oran fut prise et reprise, détruite et ressuscitée successivement par toutes les dynasties qui se disputaient le pouvoir dans le Maghreb. Elle a connu également des

---

<sup>23</sup>- Bodin, M. : Documents sur l'histoire espagnole d'Oran. Nécessité de fortifier Oran (1576).- B.S.G.O. 1934.- pp. 369-374/« Note sur l'origine du nom de Mogataces donné par les Espagnols à certains de leurs auxiliaires pendant leur occupation d'Oran ».- B.S.G.O., 1923.- pp. 234-247/« Notice historique sur les Arabes soumis pendant leur occupation d'Oran ».- R.A., vol. 65, 1924.- pp. 193-260.

<sup>24</sup>- Cazenave, J. : Les présides espagnols d'Afrique (Leur organisation au XVIIIe siècle).- R.A., vol. 63, 1922.- pp. 225-269 et 457-488/« Cervantés à Oran ».- B.S.G.O., vol. 43, 1923.- pp.215-242/« Contribution à l'histoire du vieil Oran. Mémoire sur l'état et la valeur des places d'Oran et de Mers el Kébir (1734), par Joseph Vallejo ».- R.A., vol. 66, 1925.- pp. 323-368/« Deux razzias mouvementées des Espagnols d'Oran au XVIe siècle ».- B.S.G.O., vol. 45, 1930.- pp. 117-331/« Organisation militaire d'Oran pendant l'occupation espagnole (1509-1791) ».- L'Armée d'Afrique, N° 49, 1928.- pp. 326-330/« Les gouverneurs d'Oran pendant l'occupation espagnole (1505-1792).- R.A. 1930.- pp. 257-300 et 1931.- pp. 250-251/« Le tremblement de terre en 1790 et ses conséquences politiques ».- Alger, L'Afrique Latine, 1923.- pp. 243-262/« Le chroniqueur espagnol de l'Algérie au XVIe siècle (Diego Suarez) ».- Alger, Société Historique Algérienne, 1932.- pp. 113-124/« Souvenirs de la prise d'Oran par les espagnols ».- Alger, L'Afrique du Nord Illustrée, mars 1930.

« Une fête d'Oran en 1772 ».- Revue de l'Afrique Latine, fév.1923.- pp. 151-164/« Histoire d'Oran par le marquis de Talabosos ».- (Traduction et annotations), B.S.G.O., 1930.- pp. 117-331/« Les armoiries espagnoles récemment découvertes à Oran », B.S.G.O., 1936.- pp. 228-229.

<sup>25</sup>- Belhamissi, M. : Libération d'Oran en 1708.- Alger, Revue d'Histoire et de Civilisation au Maghreb, 1970.- pp. 35-75.

<sup>26</sup>- Malki, N. : Razzia, butin et esclavage dans l'Oranie du XVIe siècle (d'après le manuscrit de D. Suarez).- Oran, Dar el Gharb, 2003.

<sup>27</sup>- El-Bekri, Abou Obeid : Descripcion de Africa Septentrional. 460 de l'Hégire (G. Sánchez Donce) : Presencia de Espana en Orán (1509-1792).- Toledo, Estudio Teologico de San Ildefonso, 1991.- pp. 107-108.

périodes de grande prospérité et des périodes de décadence. A la fin du XV<sup>e</sup> siècle, c'était aussi un des grands ports méditerranéens où les navires provenant de Valence, Barcelone, Marseille, Gènes et Venise se succédaient sans interruption et où l'on trouvait de grands bazars, beaucoup de fabriques et un commerce florissant de fruits, de grains, de dattes, de miel, de coton, de cire et d'autres produits<sup>28</sup>. Selon Léon l'Africain<sup>29</sup>, la population d'Oran avoisinait les 25 000 habitants, avec des édifices de toutes sortes, comme des collèges, des hôpitaux, des bains publics et des hôtels. Elle était entourée de belles et hautes murailles, dont une grande partie de ses habitants se consacrait aux activités artisanales telle que le tissage. Elle était également le centre d'émigration forcée des musulmans et des juifs andalous, mais aussi le lieu de la course musulmane dirigée contre l'Espagne.

L'occupation espagnole de Mers-el-Kébir, le 13 septembre 1505, et d'Oran, le 18 mai 1509, avait pour conséquence immédiate une grosse perte en vies humaines<sup>30</sup>, un départ massif de ses habitants vers d'autres villes de la région et une disparition des activités commerciales. Après cette occupation, les premiers gouverneurs d'Oran ont développé un dispositif militaire qui leur permettait d'entreprendre des opérations de grande envergure, à grande échelle, soit pour élargir leurs zones d'influence à d'autres villes musulmanes de l'Oranie, soit pour aller au secours de leurs souverains protégés, zianides, menacés par les Turcs. Mais cette politique offensive a échoué face à la contre-offensive turque et à la menace constante des tribus algériennes qui leur étaient hostiles, tant pour conquérir Mostaganem que pour préserver son emprise sur la capitale des Zianides. Finalement, avec l'occupation de cette ville par les Turcs et la disparition de cette dynastie de la carte géographique (1556), les Espagnols se sont repliés sur eux-mêmes, en adoptant le modèle d'« occupation restreinte », en édifiant un système de défense efficace, qui se caractérisa par la restructuration de sa muraille et la construction de nouvelles fortifications.

Pour ce qui est des minorités musulmanes et juives qui se trouvaient à Oran, et contrairement à ce qui se faisait dans la péninsule Ibérique, les gouverneurs espagnols ont adopté la bonne formule, qui était celle de la cohabitation entre les trois cultures, mais avec quelques différences

---

<sup>28</sup> - Marmol Carvajal, L. : *Descripcion general del Africa Granada.- 1573, Lib.V. cap. XXXVIII, fols. 194-195/Suarez Montanés, D. : Historia del Maestre....-Op. cit.- Parte I, cap. II, pp. 21-22-26.*

<sup>29</sup> - El Africano, Juan Léon : *Description de l'Afrique.- Paris, 1896.- pp. 26-27.*

<sup>30</sup> - D'après Fey, H. :... Op. cit...- p.75, et Didier :... Op. cit....- p. 72, les Espagnols égorgèrent plus de 4000 habitants et firent 8000 prisonniers.

d'appréciation à l'égard de chacun de ces deux groupes ethniques : les musulmans vivaient en dehors des deux places, tandis que les juifs habitaient à l'intérieur d'Oran, jusqu'à leur expulsion en 1669. Il y a lieu de signaler au passage un fait historique de grande importance, lié à ces deux places – qui a été longuement occulté par les historiens espagnols et relativement peu connu chez nous –, c'est celui des premiers débarquements successifs de 116 022 Morisques de la région de Valence, qui ont trouvé refuge en terre algérienne aux mois d'octobre, novembre et décembre 1609<sup>31</sup>.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les choses n'ont pas tellement évolué. La situation économique précaire de l'Espagne a eu des retentissements dramatiques dans ses possessions nord-africaines, jusqu'au point où on ne trouvait pas de monnaie suffisante pour payer les soldats de la garnison. A Oran, il n'y a donc pas de véritable commerce, si ce n'est la vente des esclaves ou des choses prises au cours des razzias, qui sont devenues leur seule industrie lucrative. C'est une période où l'on enregistre le plus de sorties de soldats espagnols d'Oran, qui eurent souvent recours à la force la plus brutale, et où ils rapportèrent de grands butins en vivres et en esclaves algériens à Oran. Ce nouveau système n'allait pas sans coups ni fautes graves d'Espagne, pour ne pas l'avoir dénoncé et arrêté<sup>32</sup>. Ce n'est que plus tard que cette dramatique situation sera vivement dénoncée par J. de Vallejo – gouverneur d'Oran entre 1734 et 1738 –, qui les compara aux « Tartares d'Hongrie et de Pologne », en reconnaissant que ce fut la cause première de leur perte<sup>33</sup>.

Face à cette situation, la réplique algérienne ne se faisait pas attendre. C'est la période où l'on enregistre le plus d'attaques de la part des Algériens. Parmi elles, on peut signaler celles qui ont eu lieu sous les gouverneurs du marquis des Ardales (1604-1607) ou du marquis de Santa Cruz et del Viso (1639-1643), et le fameux siège de Mers-el-Kébir de 1678, où le marquis de Algarves, gouverneur par intérim d'Oran, fut tué

---

<sup>31</sup>- Lapeyere, H. : *Geografia de la Espana morisca*.- Valencia, Diputacion Provincial de Valencia, 1986.- pp.65-87. Selon les estimations de H. Lapeyere, les morisques ont été embarqués dans les différents ports de cette région, dont une partie importante, soit les 70 %, ont été dirigés vers les ports maghrébins. Mais on ignore jusqu'à présent le nombre de morisques débarqués et repartis à l'ouest du pays.

<sup>32</sup>- Braudel, F. : *Les Espagnols et l'Afrique du Nord (149 à 1577)*.- R.A., 1928.- p. 353.

<sup>33</sup>- Cazenave, J. : *Contributions à l'histoire...*- Op. cit.- p. 367. Il affirme que « les troupes et les habitants de ces deux places se laissaient dominer par l'appât du lucre et acquéraient peu à peu des mœurs extraordinaires ; l'éloignement de l'Espagne leur donnait une grande liberté », en ajoutant plus loin que « la cupidité poussa quelques fois les Espagnols à organiser des incursions, sans motif raisonnable sur les douars qui leur avaient demandé aide et protection, en se comportant comme des barbares ».

au cours d'un combat à l'extérieur de la muraille. En 1687, un autre gouverneur espagnol, le comte de Bracamonte, était tué dans les mêmes conditions. Tout cela explique la forte réaction militaire exercée par les Algériens tout le long du XVII<sup>e</sup> siècle, pour libérer ces deux places. Bien que ces tentatives militaires aient échoué, la pression militaire continuait d'être exercée par les Algériens. C'est une période où l'on constate que l'influence espagnole se faisait de moins en moins sentir à l'Ouest du pays, où les gouverneurs espagnols, repliés sur eux-mêmes, commençaient à réduire leur champ d'action dans cette direction, en maintenant toujours leurs autorités sur quelques tribus dites de « paix » qui, bien souvent, n'étaient pas à l'abri d'une razzia, commise par erreur ou sous un prétexte futile.

### **Récupération et reconquête des deux places**

Une circonstance inattendue, la guerre algéro-marocaine de 1701, a contribué à un rapprochement entre la régence d'Alger et l'Espagne, qui s'est traduite par la signature d'une trêve, qui était sur le point de se concrétiser sur le terrain, du côté d'Oran, entre les deux belligérants<sup>34</sup>. Malheureusement, la malveillance et/ou la maladresse du nouveau gouverneur général, Don Carlos Carraja, pour avoir réprimé, au début du mois de juin 1703<sup>35</sup>, avec une telle brutalité la tribu des Béni-Ameur, alliée des Turcs – en tuant 80 personnes, en faisant 250 captifs et obtenant un gros butin en têtes de bétail –, eut de graves conséquences sur les relations algéro-espagnoles. La guerre de la Succession en Espagne était le moment propice aux Algériens pour se mobiliser et s'organiser pour reprendre ces deux places. En effet, le premier novembre 1707, Ouzoum Hassan, gendre du dey d'Alger Bagtache, s'empara, sans difficulté, du fort Saint-Philippe. Trois mois plus tard, le 20 janvier 1708, Oran tomba entre les mains du bey de l'Ouest, Mustapha Bouchlagham. Mers-el-Kébir résista jusqu'au 3 avril de la même année. Ce succès militaire des Algériens a surpris non seulement le gouvernement espagnol mais aussi l'ensemble de la communauté internationale européenne de l'époque. Cette récupération de ces deux places est ressentie dans le monde musulman comme une victoire de l'Islam sur la Chrétienté. C'est aussi un triomphe politique du pouvoir turc en Algérie.

La ville d'Oran se repeupla rapidement de gens venus de toute la région d'Ouest. Le commerce se développa, avec l'installation des

---

<sup>34</sup>- A.H.N.M./S. E/L.2866. Juan Antonio Bello (Administrateur de l'Hôpital d'Alger) au marquis de Manzeza, comte de Frigilianos. Alger le 23 juin 1701. 3 fols.

<sup>35</sup>- A.H.N.M./S.E./L. 2040. Juan Antonio Bello au marquis de Manzeza. Alger le 1<sup>er</sup> juillet 1703. 2 fols.

négociants juifs et français, dont l'un d'eux, Decaux, avait le titre de consul de France, avec leurs résidences permanentes ou temporaires, qui s'adonnaient à plusieurs activités commerciales. Il existait un autre groupe social autochtone, de dimension très réduite, qui se consacrait aux professions libérales<sup>36</sup>. On enregistre également un afflux important d'artisans, principalement les maçons et les menuisiers, qui étaient très indispensables pour les travaux de construction.

Pour ce qui est de la configuration interne, Oran n'a subi aucun changement durant la période du gouvernement du bey Bouchlagham. Elle a conservé toujours la même structure urbanistique militaire. Elle était entourée d'une muraille, d'un périmètre de 2 012 m, avec toujours ses deux portes d'accès à l'extérieur : celles de Canastel (au nord-est) et de Tlemcen (sud-est). La casbah était située dans la partie nord de la ville, entourée d'une grande cour, formée d'un ensemble de tours, de casernes et de bureaux, regroupés tout autour de la résidence du bey. Elle va servir également, durant la période postérieure, de lieu de résidence du capitaine général des officiers de l'armée et de stockage des vivres et des munitions de toute la garnison. Il s'était reconverti, après celui d'Alger, à un deuxième port de la course algérienne<sup>37</sup>.

Avec l'avènement des Bourbons sur le trône d'Espagne, l'une des priorités du gouvernement espagnol était celle de reprendre ces deux places. Elle s'inscrivait dans sa nouvelle stratégie militaire et politique maghrébine. En effet, lors de ses premières déclarations sur les questions nord-africaines, le roi Philippe V montra une ferme détermination de reconquérir ces deux places, qui se concrétisa le premier juillet 1732, grâce à une grande expédition de 30 vaisseaux de guerre avec 30 000 hommes à bord, commandée par le général Montémar, préparée minutieusement dans le plus grand secret à Carthagène. L'état de siège et les accrochages qui ont eu lieu en dehors des deux places ne sont pas arrivés à déloger les Espagnols, mais, par contre, ont fait beaucoup de pertes de leur côté. Par exemple, au mois de novembre de la même année, les Espagnols ont connu un grand désastre – 800 morts, y compris le capitaine général, le marquis de Santa Cruz de Mercenado, 1 500 blessés, et un grand nombre de prisonniers. Une autre sortie d'Oran de son successeur, le marquis de Villadarias, le 10 juin 1733, lui coûta la perte de 800 hommes, pour lesquels il fut relevé de ses fonctions<sup>38</sup>. A partir de

---

<sup>36</sup> - De Grammont, H. : Correspondance des Consuls d'Alger.- R.A., T.31, p. 471-472.

<sup>37</sup> - José Vallejo, D. : Orán bajo la dominación española.- Estado Mayor General, Madrid, 1924. (Manuscrit de la Bibliothèque de l'Escorial)/ T. Garcia Figueras : Presencia de España... Op. cit.- pp. 238-239.

<sup>38</sup> - Y Vera, Galinda, Leon, D. : Historia, vicissitudes...- Op. cit.- pp. 302-308.

cette date, le roi Philippe V interdit toute sortie des deux places. Mais toutes ces tentatives militaires algériennes de récupération de ces deux places ont échoué. Cette reconquête espagnole a provoqué une profonde crise politique à Alger. Cette victoire fut célébrée avec un grand enthousiasme populaire dans les principales villes d'Espagne.

### **Politique des gouverneurs d'Oran**

A partir de 1734, avec la nomination de Don Josef Vallejo comme capitaine général d'Oran, de nouvelles dispositions ont été prises pour apporter quelques changements dans son dispositif de défense, dans ses rapports avec les « Maures de paix » et le reste des Algériens, et dans ses structures urbanistiques<sup>39</sup>.

Du point de vue du système de défense, ce changement s'est traduit par la restauration et le renforcement des cinq principaux forts de Rosalcazar, San Philippe, Santa Cruz, San Gregorio et San Andrés<sup>40</sup>, qui entouraient la ville dans différentes directions contre toute attaque terrestre ou maritime. Pour mieux faciliter la communication entre ces forteresses, et entre celles-ci et la ville, d'autres tours de contrôle ont été construites tout autour du périmètre de défense de la place d'Oran et pour faire face à la grosse artillerie turque, de nouvelles formules défensives ont été adoptées, comme par exemple la construction des murs très épais et de profonds fossés, tachetés de bastions. Il créa pour la première fois une compagnie de « spahis » ou de « mogataces » qui était considérée comme une pièce maîtresse de la cavalerie espagnole, pour leur connaissance du terrain, de la langue et des coutumes du pays. Quelques-uns de ses éléments sont utilisés comme agents d'espionnage. Mais la grande méfiance à leur égard résidait en leur appartenance à la religion musulmane.

Du point de vue urbanistique, Oran n'a pas connu un grand changement. C'était toujours une ville qui ressemblait à Tolède, avec des maisons entassées et des rues étroites en forme de labyrinthe, qui arrivaient à communiquer entre elles, par des points d'intersection, sous forme de petites places de grandeurs différentes. La plus grande est celle de la place d'Armes, où l'on trouvait dans l'un et l'autre côté de ses rues de très belles maisons « avec une cour à l'intérieur, peu de fenêtres, des

---

<sup>39</sup>- Vallejo, J. : Orán bajo la dominacion... - pp.128-132.

<sup>40</sup>- Le fort est celui de Rosalcázar, qui a une longue histoire d'avoir été d'abord une forteresse arabe, construite par le sultan Aboul Hassan. Elle fut modifiée en 1514 et améliorée à partir de 1577. Les autres forteresses, San Felipe construite au début du XVII<sup>e</sup> siècle, Santa Cruz et San Gregorio, construites en même temps à partir de 1577, et San Andrés, construite entre 1692 et 1697.

murs blanchis et des terrasses, au lieu des toitures ». On y trouvait également des magasins où l'on vendait des produits de subsistance. Le seul changement qui a eu lieu, c'est la mise des pavés, l'amélioration de la voirie, la distribution de l'eau et l'illumination nocturne dans les rues et les places<sup>41</sup>.

Dans un premier temps, pour mieux asseoir et pérenniser leur présence dans tout l'Ouest du pays, le même gouverneur J. Vallejo a adopté une nouvelle politique de proximité plus cordiale vis à vis des « Maures de paix », qui leur ont été loyales dans le passé après 1732, c'est-à-dire les tribus de Canastel et d'Ifri. D'ailleurs, c'est ce qui explique, dans une certaine mesure, la survivance espagnole au milieu d'un territoire hostile durant presque trois siècles. L'établissement de cette collaboration se réalisait à travers le *seguro* ou *temin*, que le gouverneur, au nom du roi, signe avec le chef de la tribu. Ce *temin* a une validité d'une année renouvelable, où ce chef doit déclarer le nombre de charrues et le nombre de tentes de son douar et la quantité de grains qu'il devrait délivrer à la fin de chaque année. En échange, ces « Maures de paix » obtiennent l'autorisation de semer et de paître leurs troupeaux dans les environs des deux places d'Oran et de Mers-el-Kébir, ainsi que leur protection contre toute attaque des autres Arabes et Turcs hostiles aux Espagnols. Ces « Maures de paix » n'habitaient pas à l'intérieur de ces deux présides, mais on leur permet d'entrer pour quelques séjours bien déterminés ou pour réaliser leurs transactions commerciales avec leurs habitants.

Malheureusement, avec le départ J. Vallejo d'Oran en 1738, cette politique de rapprochement a été déviée de son objectif initial. Elle fut remplacée par une autre politique beaucoup plus agressive, calquée sur les mêmes méthodes des siècles antérieurs, qui avait pour but de repousser tout type d'incursions des « Maures de guerre » de la périphérie d'Oran. Évidemment, elle a échoué face à un mouvement de résistance omniprésent, toujours disposé à frapper très fort, là où on s'y attend le moins. Même la politique adoptée, plus tard, par l'Espagne qui était celle de diviser pour régner, et dont l'objectif était de semer la discorde et la méfiance au sein des populations de la région contre le pouvoir turc, n'a pas fait long feu. Bien au contraire, cela a permis aux « Maures de guerre » de s'organiser et de coordonner leurs actions militaires avec les confréries religieuses des *zaouïas* et le pouvoir turc pour instaurer d'une manière permanente un climat d'insécurité tout autour de ces deux places. Ainsi donc, si les « Maures de paix » supposaient une voie fondamentale

---

<sup>41</sup>- Cazenave, J. : Mémoire sur l'état et la valeur... de Vallejo.- Op. cit.- p. 179.

pour la survivance espagnole à Oran et Mers-el-Kébir, les « Maures de guerre » se constituaient comme un ennemi juré de ceux qui vivaient dans ces deux places. Ce sont des tribus qui étaient loin de se soumettre au gouverneur d'Oran. Elles persévéraient dans leur adhésion aux Turcs, et montraient une grande hostilité aux espagnols et aux arabes qui leur étaient soumis. Une longue guerre d'usure et de harcèlement s'est établie durant la période comprise entre 1732 et 1785, qui a donné ses fruits puisqu'elle a permis de saper le moral des troupes espagnoles.

En outre, les irrégularités dans le ravitaillement de ces deux places par la métropole leur ont rendu la vie insupportable à l'intérieur de ces deux cités. En plus, elle est redevenue un lieu d'exil pour ceux que le gouvernement espagnol voulait éloigner de la Péninsule. On y trouve des « bagnards », c'est-à-dire des personnes civiles et militaires déclarées coupables par les tribunaux en Espagne et qui purgeaient leurs peines à Oran ou Mers-el-Kébir. Parmi ces bagnards, ce sont souvent ceux qui faisaient partie de la haute société. Ils s'adonnaient à tout type de travaux<sup>42</sup>.

Malgré quelques distractions organisées par les gouverneurs<sup>43</sup>, pour relever le moral de leurs troupes, Oran est toujours restée comme une ville forteresse, constamment menacée ou attaquée par les Algériens. Elle n'a plus d'attrait comme avant, surtout à une époque où les razzias sont devenues impossibles. Les grandes difficultés rencontrées dans leur quotidien, accompagnées par une tristesse démoralisante, provoquaient chez ces soldats et chez ces bagnards la nécessité de terminer avec une forme de vie qui ne leur apporte que des angoisses et des misères. Quelques-uns d'entre eux se soumettaient à leur sort, tandis que d'autres, bien qu'il y ait une discipline de fer, se mutinaient – une manière de canaliser leur mécontentement de leurs conditions de vie précaires. Mais très souvent la répression était très dure. Ainsi, donc, la désertion était la seule alternative à leur dernier recours. D'une manière générale, les désertions étaient individuelles ou collectives. Ces déserteurs prennent le chemin de l'Espagne soit par voie maritime – c'est-à-dire en se cachant dans les galères ou les navires provenant d'Espagne se trouvant dans l'un des ports d'Oran ou de Mers-el-Kébir –, soit par voie terrestre, c'est-à-dire le chemin de Tlemcen, de Mostaganem, de Mascara ou d'Alger. Pour échapper à l'esclavage et être libre, une partie importante se convertissait

---

<sup>42</sup>- Kehl, C. : Oran et l'Oranie...- Op. cit.- pp.41-45.

<sup>43</sup>- Durant la période comprise entre 1767 et 1774, les gouverneurs militaires d'Oran organisaient des fêtes et des balles et transformaient une caserne en théâtre, en faisant venir d'Espagne des troupes de comédiens. (C. Kehl, Oran et l'Oranie...-Op. cit.- p.44).

à la religion musulmane, d'où l'apparition d'un type nouveau de ces sociétés de frontière, qui est ce qu'on appelle le renégat<sup>44</sup>.

### **Débat politique sur la cession des deux places**

Le débat sur la conservation ou l'abandon des places d'Oran et de Mers-el-Kébir qui a eu lieu en 1791 au Conseil d'État, que nous verrons plus loin, n'est pas quelque chose de nouveau. Cette question a constitué depuis toujours, et à différentes époques de la période d'hostilités, un sujet de préoccupation des hautes autorités politiques et militaires d'Espagne.

En ce qui concerne l'idée d'abandon d'Oran, elle est apparue déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, au début du règne de Philippe II, au moment où le gouverneur d'Oran se déplaça en Espagne pour demander encore une fois des renforts pour conquérir la ville de Mostaganem, après que son prédécesseur, le comte d'Alcaudete, a subi un désastre à Mazagran. Pour la première fois, la question fut sérieusement débattue au sein du Conseil d'État, où quelques-uns de ses membres se sont montrés en faveur de l'abandon d'Oran. Le rapport final de l'enquête de 1574, effectué sur place par le prince Vespasien Colone, le gouverneur de Guipuzcoa, à la demande de ce Conseil, prévoyait justement l'évacuation d'Oran et la conservation de Mers-el-Kébir<sup>45</sup>. Mais pour des raisons qu'on ignore, cette affaire n'eut pas de suite. Même M. Cervantes pensait que la conservation des présides espagnols en Afrique n'étaient autre chose que celle de « conserver la mémoire de les avoir gagnés »<sup>46</sup>.

Avec l'avènement des Bourbons au début XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où Oran et Mers-el-Kébir étaient entre les mains des Algériens, la question fut sérieusement posée quant à leurs reconquêtes ou tout simplement l'acceptation du fait accompli. Bien que la tendance générale des membres du Conseil d'État, pour une question d'orgueil national, était en faveur de cette dernière possibilité, il y avait quand même quelques voix qui ne partageaient pas complètement cet avis, comme c'est le cas de celle du marquis D. Juan José Navarro de la Victoria, qui proposa en 1729 dans ses *Mémoires Discurso sobre las plazas de Africa* et adressé à

---

<sup>44</sup>- Cazenave, J. : *Histoire d'Oran*, par le marquis...- Op. cit.- p. 336.

<sup>45</sup>- Duro, Cesaro Fernández : *Armada española*.- T. VII, 1972.- p.177.

<sup>46</sup>- « A mi me pareció que fue particular gracia y merced que el cielo hizo a Espana en permitir que se asolase aquella gomia y esponja, polilla de la infinidad de dinero que alli sin provecho se gastaban sin servir de otra cosa que de conservar la memoria de haberla ganado », de M. de Cervantés. Extrait cité dans le rapport de L.M. Borrafo dirigé au comte de Floridablanca (Oran le 31 décembre 1987), *Archivo Historico Nacional de Madrid*, Seccion de Estado, liasse N° 3589, 10 fols.

Philippe V, la conservation de Ceuta, la reprise de Mers-el-Kébir et l'abandon total des autres places espagnoles en Afrique du Nord<sup>47</sup>.

J. Vallejo, premier gouverneur espagnol d'Oran, après sa reconquête de 1732, avait également l'audace de proposer, dans son rapport « Memoria sobre el estado y valor de las plazas de Oran et Marzalquivir », adressé au roi Philippe V en 1738, l'idée de conserver Mers-el-Kébir et de céder Oran parce qu'elle constituait, selon lui, « un poids mort pour la monarchie »<sup>48</sup>.

Même le gouverneur militaire d'Oran, Joseph de Aramburu (1738-1742), dans son rapport de janvier 1741, adressé à Philippe V, et relatif à la valeur d'Oran et des territoires environnants, semble avoir été fait pour négocier la cession de la place d'Oran et la conservation de Mers-el-Kébir<sup>49</sup>.

Cette question a été soulevée encore une fois en 1767, et soumise par le roi Charles III au Conseil d'État pour consultation. Là aussi, selon les délibérations du 16 mai de la même année, se sont dégagées deux tendances, dont l'une était en faveur de leur conservation, qui pensent qu'en aucune manière l'Espagne devrait les abandonner. Bien au contraire, elle doit les conserver, en proposant de profondes réformes de type administratif, politique, économique, social et culturel, et leur renforcement militaire, et l'autre préconisait tout simplement leur abandon, parce qu'on estimait que « l'Espagne dépensait des sommes considérables dans des enclaves qui n'étaient ni rentables ni d'aucune utilité, face à un ennemi omniprésent toujours prêt à attaquer »<sup>50</sup>.

On trouve également dans la Section d'État de l'Archivo Historico Nacional de Madrid, un certain nombre de lettres anonymes – sûrement des intellectuels de l'époque ou des officiers militaires qui ont vécu à Oran – adressées au secrétaire d'État, le comte de Floridablanca, qui vont dans la même direction. L'idée essentielle de cette correspondance repose

---

<sup>47</sup> - D. Juan José Navarro : Discurso sobre las plazas de Africa ; cuáles se deben quemar, demoler y abandonar. Mémoire publié sous le titre « Vida de Don Juan Navarro primer marqués de la Victoria y D. José de Vergas y Ponce ».- 1729, tomo VIII.

<sup>48</sup> - Areilza/Castiella : Op. Cit.- p. 152. J. Vallejo dira à ce sujet « Aqui Espana ha trocado montanas de oro por montanas de piedras y nunca sacarála menor utilidad de honor, comercio, ni aumentode la religion catolica en este dominio »(l'Espagne a échangé des montagnes d'or avec des montagnes de pierres, et n'obtiendra jamais aucun avantage sur les questions d'honneur, de commerce et de religion catholique dans ce pays).

<sup>49</sup> - Archivo Historico. Nacional de Madrid, Seccion de Estado, Liasse N°. 3380. Rapport qui a été noté et traduit en français par M. Epalza et M. Korso : Oran et l'Ouest algérien au 18<sup>ème</sup> siècle, d'après... — Op. cit.

<sup>50</sup> - A.H.N.M./ S.E./L.3562. Le comte d'Aranda au marquis de Grimaldi. Madrid le 25 mai 1767. 10fols.

sur l'inutilité de conserver des présides qui sont toujours en état de guerre sans que l'Espagne obtienne un profit. Elles mettent en exergue les grandes pertes en vie humaine, les désertions continues des soldats espagnols et les gosses dépenses subies par le Trésor royal pour leur maintenance.

Bien qu'au fond ces deux places empoisonnaient la vie des autorités politiques de Madrid, la balance s'est toujours inclinée du côté de la tendance conservatrice. Pourtant, l'idée de s'en débarrasser a toujours germé dans l'esprit du roi Charles III et de ses proches collaborateurs. Comme c'était le cas aussi en 1782, quand l'Espagne était entrain de négocier un traité de paix avec l'Angleterre, le premier secrétaire d'État espagnol proposa à son collègue anglais d'échanger Oran et Mers-el-Kébir avec Gibraltar. Dans sa lettre qui lui est adressée au mois de juillet de la même année, il lui fait voir l'importance du port de Mers-el-Kébir, du point de vue militaire et stratégique en Méditerranée et des avantages que pourrait avoir le commerce anglais dans le continent africain, avec l'installation d'un établissement commercial à Oran. Selon A. Muriel, cette proposition n'a pas trouvé un écho favorable chez le Premier ministre anglais, parce qu'« on considérait à Londres, qu'il était trop risqué de s'établir dans un endroit exposé continuellement aux hostilités des tribus arabes avoisinantes »<sup>51</sup>.

Mais pour une question d'orgueil national et d'honneur, aucun des gouvernements qui se sont succédé durant toute cette période d'hostilités n'a eu le courage de le manifester publiquement, même durant les négociations de paix, que nous verrons dans les lignes qui suivent.

### **Première phase des négociations de J. de Mazarredo et du comte d'Expilly (1785-87)**

Une des questions des plus délicates qui a été soulevée lors des premières négociations entre Alger et Madrid de juin 1785 était celle d'Oran et de Mers-el-Kébir. Pour la partie algérienne, il s'agissait de leur restitution ou du maintien du statu quo<sup>52</sup>. Tous les arguments présentés par le plénipotentiaire espagnol, l'amiral José de Mazarredo, sur la possession de ces deux places par l'Espagne n'ont abouti à rien, et comme il n'avait aucune instruction précise de son gouvernement sur ce point, il a opté pour la deuxième solution. Donc, il était sorti d'Alger avec un premier accord de paix global signé par le dey Mohammed ben

---

<sup>51</sup> - Andres, Muriel : *Historia de Calos IV.*- Madrid, 1959.- p. 387.

<sup>52</sup> - A.H.N.M./S.E./ L. N° 3612. Lettre du dey Mohammed ben Othmane Pacha au roi Charles III. Alger 08 Chawel 1199 (qui correspond au 16 juin 1785) ; lettre rédigée en osmanli accompagnée de sa traduction en espagnol.

Othmane, pacha le 16 juin 1785, où il a été convenu dans l'article XX que « les deux places d'Oran et de Mers-el-Kébir resteront, comme toujours sans communication avec le reste du pays et rien ne sera garanti par le dey d'Alger en cas d'attaque du bey de Mascara. L'accès au port d'Oran sera interdit aux corsaires algériens »<sup>53</sup>.

Évidemment, cet accord de paix partielle a été vivement condamné et rejeté par son gouvernement. Ainsi donc, de nouvelles instructions ont été données au plénipotentiaire espagnol pour retourner à Alger et renégocier certains points litigieux du premier accord et sortir avec un autre accord où Oran et Mers-el-Kébir seraient inclus dans cette paix globale entre le deux pays<sup>54</sup>.

Tâche très difficile qu'il a eu à Alger pour reconsidérer tout ce qui a été convenu, approuvé et conclu le 16 juin 1785, entre lui et le dey, entre autres la question des deux places. Mais devant l'insistance de l'amiral espagnol, ce dernier a montré qu'il ne serait disposé à la renégocier que si le roi s'engageait à mettre à la disposition du bey de Mascara les musulmans ou les « Maures de paix » qui s'y trouvaient sous leur protection<sup>55</sup>.

Mais en réalité, pour le gouvernement d'Alger, cette question n'était pas leur première préoccupation, c'était juste un moyen de reconforter temporairement la partie espagnole, dont le but était d'encaisser, dans les plus brefs délais, les indemnités des dégâts subis par l'expédition de 1775 et les deux bombardements espagnols d'Alger de 1783 et 1784, convenues avec J. Mazarredo<sup>56</sup>. Quant à la question des musulmans, ce dernier se rendra compte des difficultés que cela engendrerait s'ils étaient réintégrés dans leurs tribus d'origine. La crainte de subir le châtement du bey de Mascara pour leur trahison a fait que ce problème ne trouvait jamais de solution. Sur ce point, on pourrait dire que J. de Mazarredo a échoué dans sa mission diplomatique. Sur recommandation du dey d'Alger, il fut remplacé par le comte d'Expilly.

Une analyse profonde du contenu de sa correspondance<sup>57</sup> échangée entre Alger et Madrid nous permettra de constater qu'il a toujours entretenu l'illusion d'avoir trouvé des solutions à des problèmes litigieux entre les deux parties. Mais la vérité était tout autre. Avec la bénédiction

---

<sup>53</sup>- Ibid....- J. de Mazarredo au comte de Floridablanca.- Alger, le 16 juin 1785, 10 fols.

<sup>54</sup>- Ibid....- Floridablanca a J. de Mazarredo. Aranjuez le 19 juillet 1785. 1 fol./Copie.

<sup>55</sup>- Ibid....- J. de Mazarredo à Floridablanca. Sur le navire San Ildefonso le 31 juin 1785. 12 fols.

<sup>56</sup>- La somme exigée par le Dey Mohamed ben Othmane Pacha (1767-1791) et acceptée par J. de Mazarredo était de 1.000.000 de pesos forts (A.H.N.M./S.E./L. 3612. J. de Mazarredo à Floridablanca. Alger le 16 juin 1785).

<sup>57</sup>- A.H.N.M./S.E./ L.3595 (1784-1806).

du consul de France à Alger, il a toujours su jouer pour s'arranger de donner une version différente à l'autre partie.

Sur la question des « Maures de paix », il laisse entendre au gouvernement de Madrid que la partie algérienne a accepté leur transfert à Ifri et à Canastel, en créant une zone neutre entre les deux places et le reste du pays, alors que la réalité sur le terrain était tout autre. Tandis que les pourparlers entre Alger et Madrid se poursuivaient, un climat de tension persistait toujours du côté d'Oran, à cause des incidents frontaliers qui ont eu lieu aux mois de septembre et décembre 1785 : du côté algérien, le fils de Ben Ali, caïd de la tribu Cuajani, est fait prisonnier à Oran et, du côté espagnol, sept fusiliers ont été pris par les Algériens dans les environs d'Oran<sup>58</sup>. Sur un engagement compromettant virtuellement les Algériens<sup>59</sup>, le comte d'Expilly a réussi à calmer les esprits, en obtenant la libération des prisonniers des deux camps. Cette démarche personnelle lui a permis de débloquer la situation et de poursuivre les négociations de paix entreprises par son prédécesseur.

Ainsi donc, au début du mois de juin 1786, il se présenta à Alger avec tous les articles déclaratoires convenus entre les deux parties, pour élaborer un traité de paix définitif. Il avait reçu également des instructions très précises du premier secrétaire d'État espagnol de se rendre ensuite à Mascara, pour discuter et négocier directement avec le bey Mohammed el-Kébir<sup>60</sup>, une convention permettant aux deux camps de mettre fin aux hostilités<sup>61</sup>. On ne sait pas ce qui s'est passé réellement à Alger quant à ses engagements et à ses relations un peu douteuses avec le consul de France à Alger, pour obtenir, avec la complicité de quelques membres influents du gouvernement algérien, la signature du traité de paix du 14 juin 1786. Ce traité sera ratifié par le roi Charles III le 27 août de la même année, mais contesté plus tard lors de son application, particulièrement dans son article XX, relatif à Oran et Mers-el-Kébir.

En effet, l'attaque, au mois de janvier 1787, de deux postes avancés de la place d'Oran par les troupes du bey a fait découvrir les supercheries du comte d'Expilly en ce qui concerne cet article. Du côté espagnol, il s'agissait d'une violation du traité de paix. Par contre, du côté d'Alger, il

---

<sup>58</sup>- A.H.N.M./S.E./L.3595. Le comte d'Expilly à Floridablanca. Alger le 25 novembre 1785. 2 fols.

<sup>59</sup>- Le Consul général d'Espagne, M. de Las Heras, découvrira après son installation à Alger au mois de janvier 1787, que le comte d'Expilly a menti. Il s'est engagé à remettre au Dey une rançon de 6.000 pesos forts. Cette assertion est confirmée dans ses comptes présentés à la Cour des Comptes du Trésor Public, au courant des années 1787/89 (A.H.N.M./S.E./L. 3603 : Cuentas del conde de Expilly (1785-1789)).

<sup>60</sup>- Sur la vie et les prouesses de ce Bey, vid. Gorguou, op. cit.

<sup>61</sup>- Ibid.- Alger le 18 avril 1785.5 fols.

y avait un autre son de cloche. On considérait que le bey a agit légalement, suivant l'article XX relatif à Oran et Mers-el-Kébir, qui stipule que l'état de guerre persiste sur la partie terrestre, entre les deux places. Après vérification des deux versions, turque et espagnole, par le nouveau consul d'Espagne à Alger, M. de Las Heras, il s'est avéré que le texte espagnol ne concordait pas exactement avec celui qui était rédigé en osmanli, avec quelques nuances près dans le contenu d'autres articles<sup>62</sup>. Par exemple, l'article XX, rédigé en langue osmanli, donne les pleins pouvoirs au bey de l'Ouest d'attaquer ou de ne pas attaquer les deux places espagnoles, c'est-à-dire qu'il jouissait d'un pouvoir autonome. Tandis que le texte espagnol lui enlève ce pouvoir en précisant le contraire, c'est-à-dire que rien ne se ferait à l'Ouest du pays sans les ordres d'Alger. Ainsi donc, ce qui est valable pour les uns est une violation pour les autres. Le comte d'Expilly – avec la complicité de hauts responsables politiques – avait une grande responsabilité dans la modification de quelques clauses du traité dans leur traduction du turc à l'espagnol. Évidemment, cette paix partielle, qui n'arrangeait pas le gouvernement espagnol, va contribuer à altérer sensiblement les bonnes relations qui venaient de s'établir entre les deux pays.

Cependant, ce gouvernement n'a pas perdu espoir. Il essaya, par l'intermédiaire de leur gouverneur d'Oran, B. Gascon, d'entrer directement en contact avec le bey de Mascara, en vue d'obtenir un cessez-le-feu, et d'élaborer une convention avec lui. Mais avant d'entreprendre cette démarche, il lui a ordonné de gagner d'abord sa confiance, en adoptant une politique de bon voisinage<sup>63</sup>. Sur ce point-là, il prit part, à partir du début de l'année 1790, à une série de mesures en faveur des Algériens : il interdit aux soldats espagnols de sortir d'Oran pour ne plus molester les tribus arabes limitrophes, libéra les captifs algériens sollicités par leurs familles de l'intérieur du pays, autorisa les musulmans, qui vivaient à Oran, de rendre visite à leurs familles de l'arrière-pays, et permit aux habitants des tribus arabes limitrophes de vendre leurs produits agricoles aux portes d'Oran<sup>64</sup>. Cette politique de rapprochement a donné ses fruits, puisque ce dernier a réussi à établir une correspondance avec le bey Mohammed el-Kébir, et à négocier avec lui, pour le compte de la compagnie espagnole Goyeneche, l'achat d'une

---

<sup>62</sup>- Ibid.- L.3617. M. de Las Heras à Floridablanca. Alger le 29 mars 1787. 12 fols.

<sup>63</sup>- Ibid.- L. 3614. Floridablanca à M. de Larrea. Madrid le 18 mai 1789. 1 fol. (Copie).

<sup>64</sup>- Ibid.- L. 2040. Correspondance de B. Gascon des mois de mars à octobre 1790, destinée à Floridablanca.

grande quantité de grains, qui seront chargés dans le port d'Arzew et transportés vers le port de Malaga<sup>65</sup>.

Malheureusement, ce type de relations a été très mal vu par le gouvernement central d'Alger, qui voyait dans ce rapprochement, une aspiration à une autonomie politique et commerciale du bey Mohammed el-Kébir. Une mise en garde du dey à ce bey mit fin aux tentatives de rapprochement entreprises par la partie espagnole, ne permettant à aucun navire espagnol de charger au port d'Arzew, sans l'autorisation d'Alger<sup>66</sup>.

### **Escalade militaire et reprise des négociations (1790-1792)**

Le terrible tremblement de terre d'Oran, du 8 octobre 1790, bouleversa tous les pronostics de paix. Il a mis fin aux démarches pacifiques et diplomatiques entreprises par B. Gascon. La démarche maladroite du gouverneur intérimaire, Cumbre Hermoso, d'ouvrir le feu sur les troupes du bey qui voulaient les secourir – craignant, peut-être, qu'ils allaient les attaquer – a mis du feu dans la poudrière, en attisant encore plus la colère des Algériens<sup>67</sup>. Cette situation s'est aggravée par un renforcement du potentiel militaire des deux parties dans la zone de conflit<sup>68</sup>.

Du point de vue diplomatique, la bataille battait son plein entre les deux capitales où toute l'attention des deux gouvernements était braquée sur le déroulement des opérations militaires. Du côté du gouvernement espagnol, on constate une ferme détermination de ne pas céder aux menaces du bey, mais en même temps un désir de préserver coûte que coûte la paix avec Alger. Finalement, cette ferme détermination commença à s'effriter à partir du moment où le conflit prenait une autre allure, en faveur des Algériens. Ainsi donc, pour mettre fin à cette escalade militaire, des instructions réservées furent données, le 15 février 1791, à leur vice-consul M. de Larrea, pour entreprendre, dans la plus

---

<sup>65</sup> - Ibid.- Correspondance échangée entre B. Gason et le Bey Mohammed el Kébir, des mois de mars à juillet 1790.

(Lettres du Bey rédigées en arabe, accompagnées de leur traduction en espagnol).

<sup>66</sup> - Ibid.- L.3617. M. de las Heras à Floridablanca. Alger le 30 juillet 1790. 5 fols.

<sup>67</sup> - Ibid.- L.2040. Rapport militaire de Don Juan Ferragut à Pedro Valdés. Carthagène le 19 octobre 1790. 3 fols.

<sup>68</sup> - Au courant du mois de novembre 1790, six grands navires et plusieurs frégates et brigantins équipés de canons de la Real Armada, arrivèrent au port d'Oran, transportant un grand nombre d'hommes de troupes. A. H.N.M./S.E./ L.2040. Pedro Antran à P. Valdés. Oran à bord du navire San Vicente, 22 novembre 1790). Du côté algérien, le Bey reçoit des renforts d'Alger et une aide militaire anglaise, provenant de Gibraltar. (A.H.N.M./ S.E./ L.3602. M. de Larrea à Floridablanca. Alger le 13 novembre 1790/Notes de Floridablanca adressées à l'ambassadeur d'Angleterre. Madrid le 24 mars 1791.

grande discrétion possible, des démarches auprès du dey d'Alger, en vue de négocier la restitution d'Oran sans ses forteresses et sans Mers-el-Kébir.

Cette proposition a été bien accueillie à Alger, mais ne semblait pas satisfaire entièrement le gouvernement d'Alger qui aspirait à la restitution des deux places, étant pris entre une opinion publique qui souhaitait que les forces militaires espagnoles vengent le sang coulé des Espagnols lors des attaques des troupes du bey de Mascara, après le tremblement de terre, et son engagement politique de céder aux revendications algériennes. Il s'est vu obliger de demander une trêve qui lui permettrait de consulter les membres de Conseil d'État<sup>69</sup>. La trêve qui lui a été accordée est d'un mois, à partir du 20 mars 1791.

Si on se réfère aux conclusions de ce Conseil d'État, nous constatons qu'il existait deux tendances parmi ses membres : ceux qui étaient pour la conservation et ceux qui étaient pour la restitution des deux places. Les premiers – très nombreux – étaient fermement opposés à l'idée de cession. La conservation était, pour eux, de rigueur et à n'importe quel prix, mais qui devrait être accompagnée par de profondes réformes administratives, politiques, économiques, sociales et culturelles et par la signature d'une convention avec le bey de Mascara. Par contre, les partisans de la restitution – peu nombreux – considéraient que l'Espagne ne tirait aucun profit de ces deux places, et proposaient que les forteresses construites par les Espagnols soient détruites et que ces deux places ne soient plus utilisées pour la course. En contrepartie, l'Espagne devrait avoir des concessions commerciales à Oran.

Le secrétaire d'État espagnol semblait épouser cette dernière proposition<sup>70</sup>. Mais par crainte de voir les Algériens développer la course après la cession de ces deux places, il exigea du bey Mohammed el-Kébir de nouvelles garanties. Cette nouvelle exigence était considérée, à Alger, comme une offense. Et comme le délai de trêve proposé par le dey dépassa la date prévue, le bey de Mascara, avec la bénédiction du dey d'Alger, reprit les hostilités<sup>71</sup>.

Ainsi donc, un climat de tension diplomatique s'instaura de nouveau entre les deux pays, qui s'est traduit par une reprise des hostilités durant les mois de mai et de juin de 1791. D'autres renforts militaires espagnols arrivaient de partout pour secourir les deux places, où les Espagnols étaient nettement dominés. Une circonstance inattendue – le décès du dey

---

<sup>69</sup> - Ibid.- L. 3617. Floridablanca à M. de Las Heras. Madrid le 10 février 1791. (Copie : 1fol.).

<sup>70</sup> - Ibid.- L.3602. Floridablanca à M. de Larrea. Madrid le 29 avril 1791. (Copie/1fol.)

<sup>71</sup> - Ibid.- M. de Larrea à Floridablanca. Alger le 15 mai 1791. 6 fols.

Mohammed ben Othmane Pacha le 12 juillet à Alger et son remplacement par le khaznadji ou premier secrétaire d'État Sidi Hassan, ami de l'Espagne – a permis de mettre fin aux combats et d'utiliser encore une fois la voie diplomatique pour trouver une solution à ce problème<sup>72</sup>.

La reprise des négociations entre M. de Larrea et le nouveau dey d'Alger Hassan Pacha était très difficile, parce que chacun continuait de camper dans ses positions. Finalement, grâce à la volonté politique espagnole du comte de Floridablanca, qui était résolu à en finir avec ce problème, les deux parties sont arrivées à un compromis<sup>73</sup>. Selon la version turque, l'essentiel de cet accord se résume comme suit.

L'Espagne restitue librement et volontairement les deux places à la régence d'Alger. En échange, elle a le droit exclusif de commercialiser à Oran et à Mers-el-Kébir certains produits agricoles, principalement les grains, et des produits animaux algériens. En plus, les négociants espagnols auront le privilège d'être exonérés des droits de douane et de droit d'ancrage, et ne pourront en aucun cas être offensés sans motif valable. L'Espagne bénéficie aussi de la suppression de l'article XXII du traité de paix algéro-espagnol de 1786, qui interdisait aux navires espagnols d'accoster dans les ports algériens, sans autorisation d'Alger. Il est abrogé et remplacé par un autre qui leur donne la liberté d'accostage dans n'importe quel port algérien. C'est en ces termes que la Convention fut signée à Alger le 12 septembre 1791 par le dey Hassan Pacha<sup>74</sup> et ratifiée à Madrid, le 12 décembre de la même année, par le roi Charles IV.

En marge de cette Convention, les deux parties se sont mises d'accord sur un certain nombre de points, qui sont les suivants :

- Le délai d'évacuation des deux places a été fixé à quatre mois à partir de la date de la signature de la Convention ;
- le droit d'ancrage appliqué dans les autres ports algériens, en dehors d'Oran et de Mers-el-Kébir ;
- La suppression du monopole de commerce, stipulé dans l'article 25 du traité de paix de 1786, et ouverture des ports algériens au commerce espagnol ;
- La date d'installation de la compagnie commerciale espagnole à Oran est fixée au début du mois de janvier 1792, moyennant une contribution de 1 000 sequins algériens, ou 36 000 réales de vellon. L'Espagne est

---

<sup>72</sup>- Ibid.- « Alger le 12 juillet 1791 ». 2 fols.

<sup>73</sup>- Ibid.- Floridablanca à M. Larrea. Madrid/du 26-07-91, du 03/08/91 et du 23-08-91/(Copies).

M. de Larrea à Floridablanca. Alger/du 19 et 20-07-91, du 14-08-91.

<sup>74</sup>- Ibid.- Alger le 13 septembre 1791. (6 fols).

astreinte à payer les droits d'installation de cette entreprise, évalués à 666 sequins et faire des présents au dey tous les 10 ans.

- L'Espagne doit désigner deux agents commerciaux, l'un à Alger et l'autre à Oran et nommer un vice-consul à Oran<sup>75</sup>.

Comme c'était convenu le 12 février 1792, Oran et Mers-el-Kébir furent évacués par les troupes espagnoles. Durant cette évacuation, les Algériens se conduisirent avec beaucoup d'humanité et de modération vis à vis des Espagnols. Les musulmans qui vivaient avec eux, ne voulant pas rester sous l'autorité du bey – craignant une vengeance de sa part – et n'ayant pas été admis à résider en Espagne – un pays qui ne tolérait pas encore la présence musulmane sur son sol – sont transportés à Melilla et à Ceuta<sup>76</sup>. Ainsi donc se termina une occupation de presque trois siècles. Du côté algérien, cette libération était considérée, non pas comme un abandon, comme le soulignent certains historiens espagnols, mais comme une grande victoire de l'Islam sur la Chrétienté, arrachée à l'occupant, moyennant une longue période de résistance armée<sup>77</sup>. Comme démonstration de cette victoire, le bey Mohammed el-Kébir envoya, le 27 février de la même année, au sultan de Constantinople une clé d'or, garnie de pierres précieuses, qui supposait être celle des portes d'Oran<sup>78</sup>. Du côté espagnol, cette évacuation s'est faite dans la discrétion la plus absolue. Pour éviter les commentaires et les protestations de l'opinion publique, des instructions confidentielles ont été données par la cour de Madrid, pour que le texte de la Convention et la nouvelle sur l'évacuation des troupes espagnoles ne soient pas publiés dans la journal officiel *la Gaceta*. Mais, en fin de compte, pour l'Espagne, la paix avec Alger était une nécessité. En ce qui concerne le commerce entre les deux pays, et contrairement à ce que stipulait l'article XXII du traité de paix de 1786, la signature de cette Convention supposait l'ouverture de tous les ports algériens aux commerçants espagnols.

### **Fondation d'un vice-consulat d'Espagne à Oran**

Un des principaux objectifs du gouvernement espagnol est la fondation du vice-consulat à Oran. En effet, l'afflux anarchique des

---

<sup>75</sup>- Ibid.- Alger le 17 septembre 1791. (8 fols)

<sup>76</sup>- H. L. Fey : Histoire d'Oran... Op. cit.- p. 260./C. Kehl : Oran et l'Oranie...- Op. cit.- pp.47-48.

<sup>77</sup>- Mohammed ben Ahmed ben Abdelkader en Nasri ABOURAS : Voyages extraordinaires et nouvelles agréables. Alger, 1885./Guin : « Note sur le Bey Mohammed el Kébir », R.A., t. VII, pp.293-299./ Houdas « Notice sur un document arabe inédit relatif à l'évacuation d'Oran par les Espagnols », Recueils des Mémoires Orientaux, Paris, 1905, pp.41-43.

<sup>78</sup>- A.H.N.M./S.E./L.3580. M. de Larrea au comte de Floridablanca. Alger le 5 mars 1792.

négociants et d'émigrés espagnols de toute catégorie à la recherche de travail, après l'évacuation d'Oran, a été mal vu par le bey Mohammed el-Kébir. Du côté du gouvernement espagnol, des mesures ont été prises pour endiguer cet afflux. Mais cela ne suffisait pas, il fallait nommer officiellement quelqu'un pour régler sur place, au nom du roi, tout type de problèmes qui se posent. Ainsi donc, le 27 mars 1792, juste après la nomination de D. Manuel Asprer comme nouveau consul général à Alger, M. de Larrea fut désigné comme vice-consul d'Espagne à Oran. D'après les instructions qui lui ont été données, l'objectif primordial était celui de soutirer, sur le plan commercial, le plus d'avantages possible des Algériens, et de faciliter la tâche de la nouvelle compagnie espagnole Campana, qui avait le monopole du commerce des grains, du cuir, de la laine, de la viande et de la cire et de mettre de l'ordre parmi les Espagnols qui se trouvaient avant et après l'évacuation de cette ville, en acheminant vers les ports espagnols ceux qui n'étaient pas désirables par le bey<sup>79</sup>. Mais comme M. de Larrea n'était pas intéressé par ce nouveau poste, il inventa un subterfuge à son gouvernement pour que ce vice-consulat ne soit pas installé à Oran, en lui faisant croire que sa création présenterait, sur le plan financier, plus d'inconvénients que d'avantages pour le Trésor royal, quant aux contributions et aux présents exigés par les autorités algériennes à la veille de l'installation du vice-consulat ou à la suite des changements des vice-consuls, et autres dépenses de gestion. Pour éviter ces dépenses inutiles, il proposa à ce que l'agent commercial de la compagnie Campana, qui était déjà installé à Oran, A. Roman, soit en même temps représentant diplomatique de Sa Majesté dans cette ville<sup>80</sup>. Comme l'Espagne, à la même période, vivait une crise politique interne, le gouvernement n'avait pas d'autres choix que d'accepter cette proposition provisoire. Mais juste après le départ définitif de ce représentant, au mois d'octobre 1794, le gouvernement espagnol installa définitivement un vice-consulat à Oran, qui a fonctionné jusqu'en 1830.

### **Le commerce espagnol à Oran**

Comme il était convenu en marge de cette Convention, le 12 décembre 1791 la compagnie Campana, Riso y Patron, de la ville de Cádiz, qui a déjà fait ses preuves au Maroc précisément à Dar-el-Beida, fut désignée par la roi Charles IV pour s'adonner exclusivement à la commercialisation des grains, de la viande, de la laine, du cuir, de la cire

---

<sup>79</sup>- A.H.N.M./S.E./ L.3580. Instruction Royale du 23 mars 1792 relative à l'établissement du Vice Consulat d'Espagne à Oran.

<sup>80</sup>- Ibid.- M. de Larrea au duc de Alcudia. Carthagène le 11 décembre 1792. (6 fols).

et d'autres produits de la région d'Oran. Son représentant, Domingo Romàn, s'installa à Oran juste après son évacuation. Dans un premier temps, nous assistons à une maîtrise du marché algérien dans l'ouest algérien. Par exemple, pour ce qui est des céréales, cette compagnie a réussi à importer 32 122 mesures, entre le 30 septembre 1792 et le 31 décembre 1793<sup>81</sup>. Le patron de cette entreprise, Manuel Alvarez Campana, reconnaissait que la marge bénéficiaire était plus importante à Oran que celle qui a été faite à Dar-el-Beida, au Maroc<sup>82</sup>.

Mais les choses commençaient à se gêner à partir du début de l'année 1794, c'est-à-dire à partir du moment où des concurrents commerçants espagnols, français et anglais de Gibraltar apparaissaient sur le marché d'Arzew pour les mêmes motifs. En ce qui concerne les premiers, le décret royal du 16 décembre 1791 interdisait à tout citoyen espagnol de faire le commerce à Oran et à Mers-el-Kébir. Ce qui veut dire aussi que tout ce qui se faisait à Arzew était autorisé, mais n'arrangeait pas cette compagnie. Comme le bey d'Oran avait également le monopole sur tous les produits qui se vendaient dans sa province, il appliqua le jeu de la concurrence, qui était à son avantage. Évidemment, cette nouvelle situation a contribué à faire augmenter les prix, à réduire la quantité de produits importés, et à faire de moins en moins de bénéfices. En plus, l'apparition sur le marché d'Arzew, au cours de l'année 1794, d'autres compagnies commerciales espagnoles, telles que la *Compania Goyeneche* et la *Compania Luis Rigal*, va compliquer encore plus la tâche de celle de Campana sur le marché de grains dans l'Ouest du pays. Par exemple, pour ce qui est de l'année 1794, cette compagnie a importé seulement 8 416 de produits céréaliers<sup>83</sup>, quantité très insuffisante ne lui permettant pas de faire de gros bénéfices ni de satisfaire sa clientèle en Espagne. Finalement, face à toutes ces difficultés et à d'autres contraintes dues au retard des transferts des fonds d'Espagne vers Oran, elle s'est vue obliger

---

<sup>81</sup>- A.H.N.M/S.E./L.3579. Relacion de las cantidades que se han recibido por producto de los efectos vendidos correspondientes a la factoria de Oran. Relacion hecha por Manuel Alvarez Campana en Cádiz, 28 de marzo de 1799. Selon ce document, cette Compagnie a retiré d'Oran, entre le 30 septembre 1792 et le 17 octobre 1794, 40.538 mesures de blé, 2709 mesures d'orge, 10.279 têtes de mouton, 2041 têtes de bœufs, 1440 unités de peau de mouton, 480 quintaux de laine, 123,5 lests de sel, 23.310 caisses de savon, 25 jarres de graisse de muoton, 25 jarres d'huile d'olive et 16 balles de poils de chameaux. Au courant de l'année 1795/96, elle importe indirectement à partir de Cádiz, 625 mesures de blé, 154 mesures de fèves, 12.169 caisses de cire, 866 balles de laine et 25 caisses de savon ; le tout pour une valeur de 4.664.701 réales de billon.

<sup>82</sup>- Ibid.- M. A. Campana au duque de l'Alcudia. Aranjuez le 12 avril 1794. 2fols.

<sup>83</sup>- Ibid... — Op. cit.- Relacion de las cantidades...

de se retirer définitivement d'Oran le 17 octobre 1794, après s'être acquittée de toutes ses dettes.

Après le retrait de Campana, c'est la compagnie espagnole J. Garrigo y Luis Rigal – qui a toujours bénéficié de l'appui du dey pour l'achat des *gharramas* de grains ou contributions annuelles du bey destinées à *Beit el-mal* – qui va la remplacer<sup>84</sup>. Elle, non plus, ne va pas faire long feu, face à des concurrents potentiels français et anglais de Gibraltar. Elle s'est contentée, au courant de l'année 1795, de quelques chargements de blé. Finalement, d'autres problèmes surgissent par la suite, liés essentiellement à Garrigo et ses dettes, un autre associé installé à Alger, pour que cette compagnie ferme ses portes. Évidemment, cette nouvelle situation arrangera le bey puisqu'elle va contribuer à mettre fin au monopole commercial espagnol dans cette province, et à lui permettre de fixer ses propres prix à n'importe quel acheteur.

Il y a lieu de signaler que l'Espagne s'intéressait également à la pêche du corail sur la côte oranaise. Juste après l'évacuation de cette place, deux grandes compagnies catalanes : La Compania de la Pesca, Fàbrica y Comercio de Barcelone et celle de Juan Mauri y Compania de la Villa de Bagur de Gerona, sollicitèrent de leur gouvernement, une recommandation leur permettant d'intervenir auprès d'Alger pour obtenir une autorisation de pêche. Il y a lieu de préciser également que la première était déjà présente à Oran en 1790, et s'est éclipsée après le tremblement de terre du 8 octobre – celle-ci va bénéficier d'une autorisation spéciale du dey Hassan Pacha, permettant à ses huit navires de pêcher librement durant les deux mois de juillet-août 1792. Selon le représentant de la société Campana à Oran, A. Roman, celle-ci a pêché une grande quantité de corail sur la côte ouest d'Oran. Une autre compagnie la « Factoria de los cinco Gremios Mayores » de Barcelone, dont le siège était à Madrid, a bénéficié elle aussi, au mois de juillet-août 1793, d'une autorisation de pêche sur la côte ouest d'Oran, dont on ignore la quantité pêchée.

Ainsi donc, la restitution d'Oran et de Mers-el-Kébir a été le fruit d'une longue période de lutte acharnée et persévérante des Algériens face aux Espagnols. Il faut souligner également que la pression exercée par des partisans de la conservation n'a pas facilité la tâche du premier secrétaire d'État, le comte de Floridablanca, qui avait une autre vision des choses sur les relations algéro-espagnoles. Il écrira plus tard dans son *Testament politique* – contre ceux qui lui ont reproché d'avoir sacrifié ces

---

<sup>84</sup>- Ibid.- Le duc de Alcudia à M. de Larrea. Aranjuez le 09 décembre 1794. 3 fols.

deux places – que c'est grâce à cette paix avec la régence d'Alger que l'Espagne a pu reconquérir la sécurité de ses côtes méridionales et le développement de son commerce en Méditerranée. En effet, c'est grâce à cette paix que l'Espagne était arrivée parfois à conquérir le marché algérien de blé, au détriment de la France, avec l'installation de leurs compagnies commerciales à Alger, Oran et Annaba, dont les conséquences se feront sentir jusqu'en 1830.